



Le trafic de drogue en Asie centrale

**Mémoire de géopolitique du Chef de Bataillon Pierre ROINEL
Collège Interarmées de Défense – 13^e promotion**

Séminaire Asie centrale, sous la direction de M. Arnaud KALIKA

Mars 2006

Fiche documentaire

1. Le trafic de drogue en Asie centrale
2. 2005_memoire_geop_trafic drogue Asie centrale_Roinel
3. Chef de Batatillon, armée de terre, ROINEL Pierre, France
4. Mars 2006
5. division A – groupe A4
6. Mémoire de géopolitique
7. L’Afghanistan est aujourd’hui de loin le premier producteur mondial de pavot, source de production de l’opium et de l’héroïne. La principale voie d’exportation de ces produits vers l’Europe et la Russie est l’Asie centrale. Contrairement à ce qui se passait autrefois, le trafic de drogue dans les cinq ex-républiques socialistes soviétiques s’accompagne d’une hausse spectaculaire de la consommation de ces drogues dans ces pays, laquelle est accompagnée de la plus forte augmentation mondiale du taux de séropositivité au HIV. Ces cinq pays sont faiblement équipés et organisés pour lutter contre ces phénomènes. La lutte contre le trafic (et ses conséquences économiques et sanitaires) est principalement le fait des Nation Unies.
8. Trafic, drogue, Asie centrale

Sommaire

Le trafic de drogue en Asie centrale

Première partie : description du trafic

Historique

Les routes du trafic

Les laboratoires de transformation

Deuxième partie : conséquences du trafic de drogue en Asie centrale

Conséquences économiques

Conséquences sanitaires

Conséquences sociales

Troisième partie : La lutte contre le trafic de drogue

L'ancienne approche

L'action des pays d'Asie centrale

La vallée de Ferghana

L'action des Nations-Unies

L'Europe

Cas particulier de la Chine

Introduction

Le montant annuel du trafic de drogue dans le monde est estimé à 400 milliards de dollars, ce qui en ferait le deuxième secteur d'activité derrière l'industrie de l'armement. Ce chiffre représente 8% du commerce mondial, et dix fois la totalité de l'aide au développement. L'OCDE estime que ce trafic engendre un coût annuel de 120 milliards de dollars pour les pays concernés. Les saisies effectuées représenteraient 10% du trafic total.

L'usage de drogues remonte à l'antiquité, mais son usage est maintenant prohibé. En plus des conséquences sanitaires directes des stupéfiants, l'argent de la drogue sert bien souvent à acheter des armes pour les conflits.

Le principal producteur d'opium dans le monde est aujourd'hui l'Afghanistan. Ce pays alimenterait par exemple 90% du marché britannique de l'héroïne (contre 5% aux Etats-Unis)¹. D'une façon générale, les deux principales zones de culture de pavot dans le monde sont le Triangle d'Or (Birmanie, Laos, Thaïlande), et le Croissant d'Or (Afghanistan, Pakistan, Iran), deux régions difficiles d'accès et comportant des ethnies communes de part et d'autre des frontières (cf. annexe 2). La Chine, l'Inde et l'Asie centrale cultivent également le pavot, mais dans des quantités bien inférieures.

L'Asie centrale devient aujourd'hui la principale voie d'exportation de l'opium et de l'héroïne afghans. Les raisons sont économiques, sociales, mais également géographiques.

Avec l'émergence de ce trafic en Asie centrale est apparu un phénomène nouveau : une augmentation brutale de la consommation de ces drogues dans les pays de transit. Couplé à des modes de consommation par injection intraveineuse, cela a conduit à une véritable explosion du taux de contamination par le VIH et l'hépatite C. Une hécatombe fauche la jeunesse de ces pays, il s'agit là d'une véritable bombe à retardement. Ce phénomène n'est pas réservé aux « urbains », toutes les catégories de la population sont touchées. S'il est très difficile d'enrayer complètement les trafics, il serait par contre possible de mener des politiques sanitaires préventives et curatives qui en limiteraient les conséquences sur les populations.

¹ Déclarations de M. Tony Blair à la presse en janvier 2003

Habituellement, le terme « Asie centrale » fait référence aux cinq ex-républiques socialistes soviétiques situées entre la Chine et la Mer Caspienne : Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizstan, Tadjikistan. Cependant, il n'est pas possible de comprendre les raisons du trafic dans ces pays sans élargir l'étude aux pays environnants. Aussi, cette étude s'intéressera également aux pays producteurs du Croissant d'Or, et à la Russie, gros pays consommateur et voisin de l'Asie centrale.

Après un aperçu historique sur l'origine de l'opium, nous allons voir quelles sont les évolutions qui ont fait des pays du Croissant d'Or, et en particulier l'Afghanistan, des producteurs mondiaux. Nous verrons également comment l'Asie centrale, relativement épargnée aux XIXe et XXe siècles, est brutalement devenue une importante voie de transit.

Dans une seconde partie, nous allons faire le bilan des conséquences sanitaires, économiques et sociales de ce trafic en Asie centrale. Enfin, une dernière partie abordera les moyens de lutte mis en place contre ce phénomène par les différentes organisations qui sont impliquées.

1. Première partie : description du trafic

1.1. Historique

1.1.1. De l'antiquité à nos jours

Le pavot à opium, de son vrai nom *Papaver Somniferum* n'existe pas à l'état sauvage. Aussi, il est très difficile de remonter à son origine géographique via la botanique. Cependant, des recherches linguistiques, paléobotaniques et iconographiques tendraient à prouver qu'il viendrait d'Asie mineure ou de Méditerranée occidentale.

Des preuves ont démontré la présence d'opium dans les échanges commerciaux des Sumériens au III^{ème} millénaire av. J.-C., en Mésopotamie, entre le Tigre et l'Euphrate. Le commerce l'aurait amené jusqu'en Egypte et en Inde. Il aurait ensuite été diffusé aux Grecs par les Egyptiens. Par contre, il n'aurait pas été cultivé par les Grecs, ni par les Romains.

La première accélération du commerce viendrait de la civilisation arabe, qui l'aurait diffusé dans le monde entier grâce à la production et aux échanges. Ainsi, l'opium aurait transité par les nombreuses routes de la soie.

Des traces de son introduction en Chine dès le VIII^{ème} siècle ont été retrouvées. Cependant, il est possible que les Chinois l'aient eux-mêmes importé dès le I^{er} siècle av. J.-C., par leurs vaisseaux commerçant avec l'Afrique.

En Inde, les premières références connues datent d'environ 1000 apr. J.-C. Enfin, sa consommation a fortement augmenté en Europe après les croisades, et l'invasion maure de la Sicile et de l'Espagne.

La deuxième grande accélération du commerce de l'opium vient des empires coloniaux occidentaux aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles. En particulier, l'empire britannique a imposé sa production et sa consommation en Chine à la suite des deux « guerres de l'opium ». Le but de ce commerce forcé était, pour les Britanniques, de rétablir l'équilibre de leur balance commerciale extérieure, afin de payer leurs importations de thé, et de rentabiliser leurs colonies.

La Chine a ainsi connu une vague d'opiomanie sans précédent, et était le plus gros consommateur mondial au début du XX^{ième} siècle. Ce pays avait connu une diminution de la production vers 1905 – 1910, puis une nouvelle augmentation due aux nationalistes installés dans le Yunnan, qui voyaient là un moyen de financer leur armée. Ce trafic à des fins de guerre préfigure certains trafics modernes.

Durant ce temps, l'Asie centrale (telle que nous la définissons aujourd'hui) était totalement fermée : le Turkestan russe s'est retrouvé complètement isolé à la suite de la prise russe du khanat² de Khiva en 1873. Cette séparation s'est aggravée avec l'union douanière entre la Russie et Boukhara³ en 1894.

C'est ainsi que la production et le commerce se sont concentrés au sud : Turquie, Perse, Indochine et Chine. Aussi, les flux massifs de drogues en Asie centrale, objet du présent mémoire, sont une nouveauté datant de la fin de l'URSS. Cependant, la présence de drogue en Asie centrale n'est pas en elle-même une nouveauté. En effet, il a toujours existé une tradition de consommation de koknar, une décoction tirée de la paille de pavot.

En Afghanistan, il a toujours été fait un usage médical du pavot. Il était utilisé pour soigner les douleurs en cas d'affections pulmonaires, de malaria, d'insomnie, de troubles gastro-intestinaux. Le pavot était même largement consommé dans les provinces de Baghlān et Badakhshan (25 à 60 % de la population !). Cependant, cet usage ne peut pas être comparé à la toxicomanie moderne : il s'agissait d'un usage socialement contrôlé.

La Perse avait également une longue tradition de consommation et de production. Ce pays a commencé à exporter en 1853 lorsque l'Europe a cessé d'être approvisionnée en raison des guerres sino-britanniques. Cette production a même atteint une telle ampleur, que les cultures traditionnelles comme le blé et l'orge en ont été complètement mises de côté. On estime qu'il s'agit d'une des raisons de la famine de 1871 – 1872.

La production d'opium était estimée à 600 tonnes au début du siècle, et 1350 tonnes en 1936. En 1949, 11 % de la population était opiomane. La production a

² Charge, fonction juridique d'un khan, dynastes ou vassaux en Inde ou au Moyen-Orient

³ Ville d'Ouzbékistan, dans l'oasis du Zeravchan

été bannie en 1955 par le shah d'Iran sous la pression des Etats-Unis. Toutefois, 80 000 fumeurs dûment enregistrés et en possession d'une carte en règle pouvaient continuer de consommer.

Cette interdiction a conduit à une hausse de la production au Pakistan, en Turquie et en Afghanistan, accompagnée d'un important marché noir vers l'Iran. Pour des raisons de réalisme économique, la production a finalement été rétablie en 1969, mais sous licence d'état. On estime à 400 000 le nombre de consommateurs en 1972.

Enfin, après la révolution de 1979, le régime de l'ayatollah Khomeyni s'est attaché à réprimer l'alcool en priorité, ce qui a conduit à une hausse de la production et de la consommation d'opium. Cela a eu pour effet de priver l'Afghanistan et le Pakistan de leur marché d'exportation.

Au Pakistan, on estime à 150 – 200 tonnes la production d'opium dans les années 70.

1.1.2. Les années 80

Au Pakistan, le général Zia ul-Haq a pris le pouvoir en 1977 à la suite d'un coup d'état. Les services secrets pakistanais (l'ISI) ont alors connu une montée en puissance. Ils seront plus tard l'un des artisans du trafic de drogue avec l'Afghanistan.

L'éradication a été à peu complète dans le pays, en dehors de la « zone tribale » (North West Frontier Province, ou NWFP), où les tribus pachtounes se sont violemment soulevées. De plus, les difficultés accrues du trafic ont conduit les trafiquants à transformer le pavot en héroïne, d'un meilleur rapport valeur / encombrement que l'opium, et donc plus intéressant à faire circuler. Or l'héroïne se consomme par injection intraveineuse, contrairement à l'opium qui se fume. Ceci aura une incidence sur les conséquences sanitaires du trafic.

A la suite de l'invasion soviétique en 1979, l'ISI s'est trouvé être l'un des soutiens majeurs de la résistance afghane. Les camions se rendaient du Pakistan vers l'Afghanistan en y transportant des armes, et revenaient avec de la drogue. L'avis des spécialistes diverge sur les raisons d'un tel trafic.

Pour les uns, la drogue servait à financer l'effort de guerre. Pour les autres, les armes étant de toutes façons fournies gratuitement, la production et le trafic de drogue n'étaient que la conséquence de l'absence de tout état de droit, et cette culture était

favorisée par la présence de nombreux paysans et réfugiés. En effet, la production et la récolte du pavot sont réputés pour être fortement consommatrices en main d'œuvre.

Un des chefs de la résistance afghane, le fameux Gulbuddin Hekmatyar, est aussi réputé pour avoir été un grand trafiquant. On estime à 575 tonnes la production afghane en 1983, et 800 tonnes en 1987. La production a continué d'augmenter, dans des proportions « normales », jusqu'au retrait des Soviétiques en 1989.

1.1.3. Après 1990

Lorsque les talibans ont pris le pouvoir, ils n'ont dans un premier temps rien fait pour mettre fin à la production et au trafic, en dépit de l'incompatibilité manifeste entre la drogue et les valeurs religieuses prônées par le régime. Cependant, tous les observateurs ne s'accordent pas sur le degré d'implication du régime dans le trafic.

Pour certains, le pays était bien devenu un narco-état, même si l'implication du régime n'a jamais pu être formellement prouvée. Pour d'autres, les talibans se sont contentés de gérer en « bons pères de familles », fermant les yeux sur un trafic qui leur rapportait indirectement. En effet, le régime aurait perçu la zakat (aumône légale, un des cinq piliers de l'islam), représentant 2,5 % des récoltes, ainsi que l'usher (« un dixième »), soit 10 % des récoltes pour un propriétaire terrien.

D'une façon générale, après l'arrêt des livraisons d'armes et de l'aide financière des USA, la situation économique du pays s'est aggravée, ce qu'a encore renforcé la guerre entre factions. La production de drogue était souvent devenue l'unique source de revenus pour des régions entières. Ainsi, la récolte du pays a-t-elle été estimée à 3200 tonnes en 1994, et 4600 tonnes en 1999. Le pays est ainsi passé de 14 % de la production mondiale en 1989 à 79 % en 1999.

Cependant, le régime taliban était en quête d'une reconnaissance internationale. Un des préalables à celle-ci était la suppression de la culture du pavot. C'est ainsi que le mollah Omar l'a interdite en 2000 : la culture du pavot a été décrétée haram, c'est à dire une faute morale contre les préceptes et la religion. La récolte de 2001 a donc fortement baissé, revenant à 185 tonnes.

Cette rareté a eu pour conséquence une multiplication des prix par 10. Elle a surtout mis dans l'embarras un grand nombre de paysans. En effet, l'opium était

l'unique source de crédit dans le pays⁴. Les récoltes étaient achetées à l'avance, et remboursées sous forme d'opium. Aussi, ce surendettement massif et brutal n'est certainement pas étranger à la reprise tout aussi massive de la production dès la chute du régime taliban lors de l'attaque des forces américaines et de l'alliance du Nord. Le pavot a de nouveau été semé à l'automne 2001, et la récolte de 2002 a atteint 1900 tonnes.

Enfin, il est à peu près certain que l'opposition au régime taliban a également financé son effort de guerre par la drogue. Ainsi, la zone contrôlée par le commandant Massoud aurait abrité une douzaine de laboratoires d'héroïne.

1.1.4. L'ouverture de l'Asie centrale

Suite à l'ouverture en 1991 des frontières d'Asie centrale, ces pays sont devenus l'un des axes majeurs de transit de la drogue en provenance d'Afghanistan, mais également des pays voisins. Le retrait des gardes-frontières soviétiques, ainsi que la situation économique désastreuse des pays nouvellement indépendants ont ainsi accru massivement les trafics divers.

Parallèlement, l'Afghanistan, outre sa production record d'opium, est alors devenu l'un des principaux transformateurs suite à la campagne de répression dans l'ouest du Pakistan. Enfin, la voie iranienne a été de plus en plus surveillée et contrôlée. Ainsi, un trafic important a vu le jour à travers l'Asie centrale.

Cependant, l'Asie centrale n'est pas qu'un pays de trafic. A une échelle bien sûr très inférieure, elle est également un pays producteur. Par exemple la vallée de la Tchou (Kazakhstan) comporte 4,5 millions d'hectares à moitié déserts, parmi lesquels on trouve du cannabis à l'état sauvage sur 130 000 hectares. On en trouve également 60 000 hectares dans la région de Dzhamoul (à 150 km de la frontière kirghize).

Le Kirghizstan comporte d'ailleurs de nombreuses cultures de pavot héritées des productions d'état, légales jusqu'en 1974, dans la région de Taldy-Kourgan. Le pays a ainsi produit jusqu'à 16% de la consommation mondiale légale d'opium. Après l'interdiction, la production n'a jamais totalement cessée, mais a diminué dans de telles proportions qu'elle ne constituait plus un enjeu majeur.

⁴ Pour plus de détails, voir dans la partie suivante « conséquences économiques ».

Au Kazakhstan, la région de Tchimkent a également connu une importante production d'opiacés à usage pharmaceutique, dans la bio-ferme de Dzerjinski. Toutes ces plantations officielles ont été interdites en 1987 par Michael Gorbatchev. Cependant, les plantations « potagères » ont perduré afin de faire du koknar.

L'Ouzbékistan a également été un producteur important d'opium au début des années 90. Cette production a ensuite été presque totalement éradiquée lors de l'opération « pavot noir ». Il subsisterait encore une production dans la région de Samarkand, exportée ensuite en Tchétchénie pour y être transformée.

Enfin, le Tadjikistan devient également un producteur d'opiacés, même s'il est maintenant surtout connu pour être un important pays de transit.

Cependant, un phénomène nouveau est apparu à l'occasion de l'ouverture des pays d'Asie centrale au trafic : ces pays sont également devenus par la même occasion d'importants consommateurs. Rashid Alimov, qui était ambassadeur du Tadjikistan auprès des Nations-Unies a parlé à cette occasion de « tsunami d'opium » et d'« agression narcotique ». Le narcotrafic y avait été multiplié par 2,5 entre 1998 et 1999. Omurbek Kutuev, ministre de l'intérieur du Kirghizstan, a parlé d'une augmentation de 1600% entre 1999 et 2000.

Ces trafics sont réputés alimenter un certain nombre de groupes terroristes, comme par exemple le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MOI). On estime que 70% du trafic au Kirghizstan serait contrôlé par des mouvements religieux.

Enfin, l'Iran et le Pakistan ne sont plus considérés aujourd'hui comme des pays producteurs, même si leurs populations restent encore touchées par la toxicomanie.

1.2. Les routes du trafic

D'une façon générale, l'importance du trafic de marchandises, le relief accidenté de la région, les frontières enchevêtrées et la corruption généralisée rendent le trafic de drogue relativement facile dans ces régions : « toutes les routes sont négociables⁵.»

⁵ Interview de Jean van Dijk de l'ODC au séminaire de l'OSCE « Trafficking in Drugs – National and International Economic »

L'opium a été l'un des nombreux produits ayant transité sur les routes de la soie empruntées par les grecs, les arabes, les perses et les chinois.

Un des nœuds de communication de ce trafic est la ville de Kashgar (en chinois : Kashi) au pied du Pamir. De là, des routes partent vers Samarkand, vers la Caspienne (via le Pamir), ou vers les Indes (via Karakoram).

Le Baloutchistan a toujours été, depuis l'antiquité, un nœud de communication et de commerce entre les mondes turc, perse et arabe. Autrefois, le commerce extérieur de l'Afghanistan dépendait des nomades baloutches qui le reliait à la Perse, à la NWFP et à l'Asie centrale.

Suite à la fermeture de l'Asie centrale en 1873, et au déploiement de garnisons de gardes-frontières russes, les communications avec le sud ont cessé, les nomades turkmènes sont devenus sédentaires. Puis le Turkestan chinois (aujourd'hui Xinjiang) a également été fermé, tous ces facteurs ayant contribué à déterminer les itinéraires du commerce d'opium en Asie au XX^{ème} siècle.

La drogue qui quitte l'Afghanistan emprunte principalement deux voies : la voie Sud et la voie Nord (cf. annexe 3).

La voie Sud est la voie historique, seule utilisée avant l'ouverture de l'Asie centrale. La drogue traverse l'Iran (provinces du Khorasan et du Séistan) et le Pakistan (Baloutchistan), puis la Turquie et ensuite les Balkans, l'Irak, le Caucase et l'Inde.

Cette voie est l'objet d'un trafic très centralisé (chargements d'une tonne, voire plus). Le principal marché qui approvisionne cette voie est celui de Kandahar. La drogue provient des villes de Chotto, Malik, Dokand, Salez Karez et Rabbat. L'Iran est également accessible depuis Dalbandin.

Cette voie a été beaucoup utilisée à partir de l'année 1979, date de l'interdiction du général ul-Haq, afin de compenser le manque de production au Pakistan. Elle a également servi lors de la guerre soviéto-afghane, lorsque les camions d'armes rentraient avec de la drogue.

L'itinéraire passe au travers des postes-frontières de Torkham, entre la passe de Khyber et Jalalabad.

Cependant, le Pakistan s'est mis à lutter de plus en plus activement au cours des années 1990. L'Iran a également lutté contre la production et le trafic, au point d'être retiré par les Etats-Unis en 1998 de la liste des états narcotrafiants.

La voie Nord est celle qui passe par l'Asie centrale, puis atteint l'Europe de l'est, la Russie, l'Ukraine. Il s'agit d'une voie particulièrement difficile à contrôler. L'Afghanistan a 2087 km de frontière avec l'Asie centrale : 744 km avec le Turkménistan, 137 km avec l'Ouzbékistan, 1206 km avec le Tadjikistan. Les frontières ouzbèke et tadjike sont matérialisées par l'Amou Daria. La moitié ouest de la zone frontière est très accidentée, au contraire de la moitié est qui est une vaste plaine, facilitant la circulation.

Ces nouveaux itinéraires sont la conséquence des difficultés rencontrées sur la voie vers l'Iran et le Pakistan, ainsi que de la réouverture des frontières d'Asie centrale. Le PNUCID estimait à la fin des années 1990 que la majorité de l'opium afghan transite désormais par cette zone.

Cette voie est beaucoup moins centralisée que la voie Sud. Par exemple l'opium et l'héroïne qui sont envoyés au Tadjikistan traversent l'Amou Daria sur des chambres à air gonflées, opérées par de petits passeurs afghans.

Le franchissement de la frontière a lieu d'Ishkahim (Gorno Badakhshan) jusqu'à Nijni Pandj (à l'ouest de la frontière), au nord de la ville afghane de Kunduz, et vers la ville tadjike de Kharog (plaque tournante du trafic). Point particulier : à partir de la ville de Kharog, l'unique route du Gorno Badakhshan longe la frontière afghane et rejoint, via Douchanbé, le Kirghizstan (ville d'Osh). Cette route Kharog – Osh a été réputée pour être l'une des principales voies du trafic. La communauté internationale a tenté de lutter dans les années 1990 contre le trafic de drogue sur cet axe⁶.

Les routent venant de Kharog ou Nijni Pandj rejoignent également Douchanbé. De là, il est alors possible de partir vers l'Ouzbékistan, via Khodjent (anciennement Leninabad) et la vallée de Ferghana. Khodjent serait la plaque tournante régionale du sud du Tadjikistan et du Kirghizstan.

Depuis Osh, la route peut alors atteindre l'Ouzbékistan via la vallée de Ferghana puis Bichkek. A cause des montagnes du centre de la Kirghizie, la route la plus directe est Andijan, Khodjent et Tchimkent puis Bichkek.

⁶ En particulier le projet Osh Knot (nœud d'Osh), dont il est question dans la partie sur la lutte.

Depuis l'Ouzbékistan, il est alors possible de rejoindre le Turkménistan et la mer Caspienne. Il n'y a alors plus de gros obstacle avant l'Azerbaïdjan (via Bakou).

L'enchevêtrement de toutes ces frontières rend bien sûr très difficile la possibilité de faire des contrôles sérieux.

Il est également possible d'aller directement d'Afghanistan vers l'Ouzbékistan. Les trafiquants passent l'Amou Daria sur le « pont de l'amitié » à Khairaton, puis rejoignent Termez. Depuis Samarkand, il est alors possible de rejoindre Tachkent, puis Almaty au Kazakhstan ou Achkhabad au Turkménistan.

Le Turkménistan serait d'ailleurs une nouvelle grande voie du trafic, par Bala Murgab (sur la rivière Murgab) et le poste frontière de Kushka. Soixante-dix tonnes de drogues ont été saisies à Kushka de 1996 à 1999. Le Turkménistan a d'ailleurs refusé de signer le pacte de défense et de sécurité de la CEI, et était le seul état d'Asie centrale à ne pas s'être opposé aux talibans.

Enfin, il est aujourd'hui considéré que la route autour de Panj et Moskovskii est devenue l'une des voies principales.

Les Nations-Unies estiment que 80 % des drogues qui circulent en Asie centrale viennent d'Afghanistan, le reste étant produit sur place.

Il est très difficile d'évaluer avec précision les proportions de drogues empruntant les voies Sud et Nord. A l'opacité habituelle autour d'un trafic illicite vient s'ajouter la difficulté que les voies iraniennes et d'Asie centrale peuvent par exemple se rejoindre en Azerbaïdjan.

Enfin, la Russie est également touchée de plein fouet par cette explosion du trafic en Asie centrale. D'après l'ex-ministre de l'intérieur Vladimir Rushailo, la moitié de l'héroïne afghane finirait en Russie. Ces trafiquants qui opèrent au Kazakhstan seraient, à une écrasante majorité, étrangers à ce pays : tadjiks et russes. Un tiers de ce trafic proviendrait du Tadjikistan.

L'itinéraire du Kazakhstan vers la Russie passerait par la ville de Troitsk (dans l'oblast de Tcheliabinsk), puis Iekaterinbourg, mais également par Oral (oblast d'Orenbourg) et vers Samara. Une importante saisie a eu lieu en mars 2000. La cargaison provenait de Khodjent et était destinée à Novossibirsk. Depuis Novossibirsk, la drogue pourrait ensuite rejoindre Irkoutsk en Sibérie (sur la rive occidentale du lac Baïkal).

Ce trafic s'appuie sur une corruption généralisée à tous les niveaux. Par exemple, en mai 2000, 62 kg d'héroïne ont été saisis dans deux voitures au Kazakhstan, l'une d'entre elles étant celle de Sadullozhan Nigmatov, ambassadeur du Tadjikistan au Kazakhstan. De même, en janvier 2000, un policier tadjik a été arrêté avec 7,5 kg d'héroïne, qu'il était sur le point de remettre à un officiel tadjik, au Kazakhstan.

Un des points clefs de ces routes de trafic est la vallée de Ferghana. Cette vallée est à cheval entre l'Ouzbékistan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, et les frontières se recoupent en de nombreux endroits le long des routes. Cette zone, qui a longtemps été connue pour être un foyer de l'islamisme, est surtout devenue aujourd'hui une plaque tournante du trafic de drogue en provenance d'Afghanistan. Ce trafic alimenterait à cette occasion plusieurs groupes :

- Le Hizb ut-Tahrir, mouvement wahhabite, dans la partie tadjike,
- Le Mouvement Islamiste d'Ouzbékistan (MOI) fondé par Juma Namangani, même si ce groupe a connu une perte d'influence à la suite de la mort de son leader.

Il faut bien sûr prendre un certain recul concernant les diverses routes : celles-ci sont toujours estimées à partir de recoupements d'informations, en particulier les interrogatoires de prisonniers, et la nature et le volume des différentes saisies. De grandes tendances peuvent toutefois être dégagées, comme par exemple la transformation en héroïne plutôt qu'en opium, pour des raisons de facilité de transport.

1.3. Les laboratoires de transformation

Afin d'alimenter les laboratoires de transformation, il existe un important flux contraire de produits illégaux : les « précurseurs », dont le principal d'entre eux est l'anhydride acétique⁷.

⁷ International Narcotics Control Board 2002 « Precursors and chemical frequently used in the illicit manufacture of narcotic drugs and psychotropic substances », New York, 2003 et United States Department of state "international narcotics control strategy report 2003", section XI: chemical controls

En effet, l'opium peut être consommé de deux façons : par ingestion ou inhalation. L'ingestion suppose l'extraction de la morphine contenue dans l'opium, puis sa transformation en héroïne. Cette héroïne est alors dix fois moins lourde que l'opium, donc plus facile à transporter. Cette opération requiert une importante quantité d'anhydride acétique.

La plus grande facilité de transport de l'héroïne ainsi obtenue, ainsi que l'odeur caractéristique très forte qui se dégage lors de la transformation, expliquent que la plupart des laboratoires se trouvent en Afghanistan. Les autres se trouvent le long des itinéraires de transit, en particulier en Turquie⁸.

Combattre ce flux de précurseurs représente l'une des voies possibles de lutte contre le trafic de drogues.

⁸ Institute of Forensic Sciences "Global Study on Illicit Drug Markets, Report Submitted to the United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute (UNICRI), octobre 2000, p.32

2. Deuxième partie : conséquences du trafic de drogue en Asie Centrale

2.1. Conséquences économiques

La culture, la récolte et le transport du pavot font vivre un nombre assez élevé de personnes. Par exemple en Afghanistan, d'après les Nations-Unies⁹, 3,3 millions de personnes bénéficieraient directement de cette plante :

- 80 000 agriculteurs et leurs familles, soit 480 000 personnes,
- 480 000 ouvriers agricoles et leurs familles, soit 2,8 millions de personnes,
- 20 000 collecteurs, commerçants, et trafiquants.

La valeur de la production est estimée à 265 millions de dollars, soit environ 470 dollars par an pour une famille de six personnes. Ce chiffre est à comparer à la valeur totale de ce même trafic : 25 milliards de dollars. On constate que la richesse est très inégalement répartie (cf. annexe 1).

Dans certains pays comme l'Afghanistan, l'opium est la seule et unique possibilité d'accès au crédit¹⁰ : soit un bien vendu au paysan est payé en opium au moment de la récolte, soit la récolte est tout simplement achetée à l'avance, parfois jusqu'à deux ans. C'est ainsi que l'interdiction brutale et non anticipée du mollah Omar en 2000 a très certainement contribué à la relance de la production en 2002.

D'une façon plus générale, ce trafic d'opium contribue à freiner le développement d'une économie rationnelle. On peut bien sûr objecter, non sans cynisme, que l'argent gagné illégalement par les trafiquants finit par être réinjecté dans les pays de transit. Cependant, afin d'être blanchi, cet argent est réinjecté dans des activités qui ne correspondent pas forcément aux besoins réels de ces pays, et qui font une concurrence déloyale à un véritable développement économique.

Enfin, le processus de la récolte est particulièrement long et laborieux. Par exemple chaque capsule de pavot doit être incisée une ou plusieurs fois, à certains intervalles de temps. C'est une activité très consommatrice en main d'œuvre, souvent

⁹ ODC « the opium economy in Afghanistan », New York, 2003, p.28-33

¹⁰ OCP : « the role of opium as a source of informal credit », Preliminary report, Islamabad, janvier 1999

forcée, et qui se fait donc au détriment d'autres activités agricoles plus utiles à la subsistance immédiate des populations.

2.2. Conséquences sanitaires

Les méfaits habituels d'une dépendance à la drogue sont largement connus et prouvés : méfaits sur la santé, et comportements délinquants afin de se procurer l'argent pour acheter la drogue. L'explosion de trafic que subissent actuellement les pays d'Asie centrale s'accompagne également d'un phénomène nouveau, et particulièrement inquiétant : une hausse très spectaculaire des maladies transmises par le sang : SIDA et hépatite C.

L'opium, dans son usage ancestral, a longtemps été fumé ou inhalé. Aujourd'hui, en raison entre autres de l'intensification de la lutte, et donc des difficultés de transport, l'opium est souvent transformé en héroïne, qui est alors injectée par voie intraveineuse. Ceci explique l'envolée des maladies transmises par le sang. Ces maladies se transmettent ensuite au reste de la population par les rapports sexuels.

Au Tadjikistan, le nombre de consommateurs a doublé entre 1998 et 1999. Il y aurait, d'après les Nations-Unies¹¹, 400 000 toxicomanes en Asie centrale (hors Turkménistan). Par exemple dans la ville kazakhe de Temirtaou (à 1000 km de la frontière afghane), on estime qu'une personne sur dix âgée de moins de 30 ans serait héroïnomane par voie intraveineuse.

De fortes corrélations ont toujours été trouvées entre consommation d'héroïne et progression de l'épidémie de SIDA. Par exemple la ville d'Irkoutsk en Sibérie a connu une explosion de la consommation d'héroïne, et elle est devenue la seconde ville la plus touchée par le SIDA en Russie. On estime que 88 % des contaminations par le SIDA sont dues à des injections par voie intraveineuses. Toujours en Russie, les oblasts de Chelyabinks et Orenbourg, dans la région de l'Altai sont l'une des portes d'entrée de l'héroïne afghane depuis le Kazakhstan. Ces régions connaissent depuis 1990 une très nette augmentation de l'héroïnomanie et de la contamination par le SIDA

Au Kazakhstan, 70 à 80 % des usagers de drogues se feraient des injections.

¹¹ ODCCP « tendances mondiales de drogues illicites », 2002

D'une façon générale, l'Asie serait la plus touchée par le virus du SIDA, après l'Afrique sub-saharienne. Mais contrairement au reste du monde, cette épidémie serait due avant tout aux injections par voie intraveineuse, puis se serait transmise au milieu de la prostitution et enfin au reste de la population.

Il existe cependant une exception notable à cette règle d'augmentation conjointe de la consommation et de la propagation du SIDA : la Turquie. Aucune explication n'a pour l'instant pu être démontrée sur les raisons de ce phénomène.

2.3. Conséquences sociales

Le trafic de drogue induit des comportements préjudiciables au reste de la population. Au plan individuel, il s'agit du comportement en général délinquant des consommateurs ayant besoin d'argent pour acheter leur drogue. Au plan macroscopique, il s'agit des guerres que se livrent les clans pour le contrôle des marchés de la drogue.

Le Kirghizstan a par exemple connu en 2005 sa « révolution des tulipes », également appelée « révolution jaune ».

Les manifestations ont alors rapidement été récupérées par les mouvements criminels locaux. Ceux-ci étaient en effet gênés dans leurs affaires par le président Akayef. Après sa fuite vers Moscou et l'abandon de son pouvoir, deux nouveaux hommes forts ont émergé, et se sont retrouvés les principaux rivaux en lice pour les élections présidentielles: Bakiev et Kulov.

Cependant, l'hostilité de façade a certainement rapidement laissé la place à une entente secrète, et après le retrait de Kulov, Bakiev a été élu avec 98 % des voix et a nommé Kulov premier ministre. Kulov a ainsi pu régner sur le Nord du Kirghizstan, pendant que le président mettait la main sur le reste du pays.

De violentes manifestations hostiles à Kulov ont éclaté à Bichkek. Elles auraient été dirigées par Akhmatbaev, le parrain local qui dirigeait le trafic de drogue de la ville. Ce dernier jouissait d'une relative immunité grâce à son frère député. Ce frère a cependant fini par être assassiné lors d'un rendez-vous avec le chef d'une bande rivale. D'une façon générale, le pays a connu depuis octobre 2005 un renouveau spectaculaire de la guerre des gangs, afin de garder le contrôle du trafic de drogue. De nombreuses

personnes ont été assassinées, souvent à l'arme lourde, faisant ainsi des dégâts collatéraux.

La grande proximité de ce pays avec l'Afghanistan y met la drogue à portée de tous : une dose y coûte 1 € soit moins cher qu'une bouteille de vodka.

Au Tadjikistan, l'un des pays les plus touchés par le trafic, on a recensé 1346 crimes en relation avec le trafic de drogue en 1998, contre 116 en 1997.

3. Troisième partie : lutte contre le trafic de drogue

3.1. Ancienne approche

Pendant longtemps, le problème du trafic de drogue a été traité de façon assez simpliste de la part des pays concernés. Pour les pays occidentaux, consommateurs, le problème venait des pays producteurs. Pour les pays producteurs, le problème venait de la demande des pays occidentaux. Dans un certain nombre de pays, les consommateurs étaient tout simplement jetés en prison. Les conditions de vie et le manque d'hygiène dans les prisons étaient alors un accélérateur pour les transmissions de maladies. Ce problème a été souvent dénoncé par des organisations comme Human Rights Watch.

Il y a aujourd'hui une meilleure prise en compte du caractère global de ce trafic. Les pays occidentaux sont conscients des ravages que provoque la drogue y compris lors de son transit, et la plupart des pays producteurs coopèrent dans leur lutte, pour peu que des solutions économiques de substitution leur soit proposées.

« La drogue est une gangrène qui menace chaque pays touché par son trafic, qu'il soit producteur, transitaire ou destinataire (...). La route de la drogue est aussi un chemin de souffrance, celui de la désespérance, de la fragilité, de la maladie. Combien de vies brisées, combien de familles déchirées, de promesses gâchées parce qu'un jeune, un enfant, souvent, a croisé un jour le chemin d'un marchand de la mort ? »¹².

Dans son discours lors de la conférence de Paris en 2003, Chris Patten a bien mis en lumière les changements à introduire dans les mentalités : « Much blame is placed on the farmers who grow drugs crops. Much blame is also placed on the addicts whose dependence on drugs can be so destructive. Yet it is in the link between the poor poppy growers of Afghanistan and the unfortunate junkies in the marinalised neighbourhoods of our large cities that the Gordian knot in the fight against drugs is to be found. How can we cut this knot?¹³»

¹² Extrait du discours de Jaques Chirac, prononcé lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence internationale sur les routes de la drogue à Paris, le 22 mai 2003

¹³ « On fait beaucoup de reproches au paysan qui cultive de la drogue. On fait également beaucoup de reproches au drogué, dont la dépendance peut être si destructrice. Le nœud gordien du trafic de drogue est à rechercher dans le lien entre le pauvre cultivateur de pavot d'Afghanistan et le pauvre drogué de nos banlieues marginalisées. Comment couper ce nœud ? »

Chris Patten a également bien mis en avant qu'aucun état ne pouvait prétendre régler seul ce problème, et surtout qu'il ne suffisait pas d'interdire la culture du pavot chez les paysans pauvres, mais qu'il fallait également leur proposer des solutions économiques alternatives. Il a fait part de la nouvelle stratégie de l'Union Européenne, qui considère le trafic comme quelque chose ayant lieu le long de routes, plutôt qu'à travers des pays pris individuellement.

Ces pays sont aidés dans leur lutte par de nombreux autres pays, et organisations internationales. Cependant, toutes les aides fournies ne sont pas toujours sans arrière-pensées. Par exemple la Russie est intéressée pour fournir une aide, dans le but d'assurer sa propre sécurité. Les Etats-Unis ont par contre pour but inavoué de réduire l'influence de la Russie dans ces pays. Ainsi, les aides correspondantes ont parfois lieu dans un esprit de confrontation, plus que de coopération.

Les moyens qui peuvent y être consacrés sont également différents. La Russie n'a que des possibilités militaires et économiques limitées, mais a des ambitions à long terme, et se veut pragmatique. Au contraire, les Etats-Unis bénéficient de leur formidable puissance économique et militaire, mais ont une vision à plus court terme¹⁴, et surtout plus idéologique que pragmatique.

3.2. L'action des pays d'Asie centrale

Globalement, les cinq républiques d'Asie centrale luttent de façon très inégale. Elles se sentent plus ou moins concernées, leurs économies et leurs systèmes politiques sont parfois fort différents. Le Tadjikistan fait partie des bons élèves, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont parfois plus de mal à coopérer pour trouver des solutions régionales.

Le Tadjikistan dispose d'une très longue frontière avec l'Afghanistan, et a été très durement frappé par la guerre civile de 1992 à 1997. Aussi, c'est l'un des pays les plus touchés. Mais surtout, ce pays n'a pas de structure suffisamment efficace et entraînée pour lutter contre le trafic, alors que les organisations criminelles sont lourdement armées, et utilisent par exemple les réseaux radio pour se coordonner.

¹⁴ Par exemple, leur présence en Asie centrale s'est considérablement accrue à la suite des attentats du 11 septembre, afin de pouvoir bénéficier de bases arrière pour leur opération en Afghanistan. Mais les aides à ces pays ont décliné dès 2002.

Le responsable de l'Agence Tadjike pour le Contrôle de la Drogue, Rustam Nazarov, a reconnu au cours d'une réunion en janvier 2006, que seuls 650 km de frontières avec l'Afghanistan étaient réellement gardés. Le reste de cette frontière est constituée de la rivière Pyandz, qui n'est pas vraiment surveillée. Les gardes frontières tadjiks n'ont que deux hélicoptères, qui arriveront d'ailleurs bientôt en fin de vie. En avril 2006, les gardes frontières russes se retireront des 232 km de frontières qu'ils gardent depuis la fin de l'URSS.

La Tadjikistan a bien sûr signé les trois conventions des Nations-Unies sur la drogue. Il a mis en place une Commission d'Etat sur le Contrôle de la Drogue (CECD), pour coordonner les différentes agences. Néanmoins, cet organisme manque de moyens, et surtout il ne dispose d'aucune autorité sur les autres organismes qu'il est censé coordonner.

En 1999, le Tadjikistan a signé un protocole avec l'ODC dans le but d'« améliorer l'efficacité et affiner l'orientation des mesures contre le trafic de stupéfiants, de psychotropes, et leurs précurseurs », sur la base de la CECD. C'est ainsi qu'est née l'Agence de Contrôle de la Drogue.

D'une façon générale, contrairement à l'Afghanistan du régime des talibans, les cinq pays d'Asie centrale sont signataires des trois conventions sur le trafic de drogue¹⁵, et la majorité d'entre elles ont également signé les conventions contre la criminalité transnationale organisée¹⁶, et ont mis en place des plans de lutte contre la drogue.

Cependant, de nombreuses faiblesses handicapent encore le système de lutte de ces pays. Les législations n'y sont pas encore adaptées à la lutte contre le narcotrafic, en particulier aucun d'entre eux ne dispose d'une structure de lutte contre la délinquance financière. Or il s'agit bien souvent d'un moyen très efficace pour lutter contre les groupes mafieux, à défaut de pouvoir lutter contre les transits physiques de marchandises.

Le niveau de coopération entre les états est très faible. L'enchevêtrement des frontières dans certaines zones rend cette coopération d'autant plus nécessaire. Surtout, la criminalité organisée s'appuie sur les solidarités ethniques transfrontalières, tandis que les états d'Asie centrale ont des approches différentes de ce problème, et mettent en place des politiques parfois divergentes pour lutter contre ce problème. Certains

¹⁵ Cf. partie sur les Nations-Unies

¹⁶ Idem

observateurs occidentaux s'alarment d'ailleurs du fait que la réponse de certains de ces pays n'est pas toujours très démocratique.

Ces pays manquent également de moyens humains et techniques pour lutter contre le trafic de drogue, en particulier dans le cadre de la surveillance des frontières.

Enfin, seuls le Tadjikistan et le Kirghizstan ont des Agence de Contrôle de la Drogue. Pour les autres pays, il n'y a pas d'acteur clairement identifié, ce qui renforce la difficulté des coopérations. En France par exemple, la mission interministérielle de lutte contre le trafic de drogue (cf. annexe 4) a pour but d'organiser cette coopération.

Il semblerait que, pour le moment, les populations et les dirigeants de ces pays ne prennent pas encore conscience de l'ampleur de la catastrophe en cours et à venir. En termes sanitaires, la prévention est presque inexistante, les soins proposés aux drogués sont insuffisants et inadaptés. La lutte contre le trafic et la corruption n'est pas une priorité.

Par contre, contrairement à d'autres pays de la région, les pays d'Asie centrale ont pris des mesures de lutte contre le terrorisme, comme par exemple la création du centre anti-terrorisme de Tachkent, dans le cadre de l'organisation de coopération de Shanghai.

3.3. La vallée de Ferghana

Comme il a été évoqué dans la précédente partie, la vallée de Ferghana est un nœud important de ce trafic. Ceci est certainement lié à la géographie de cette zone, et aux raisons historiques qui font qu'elle est justement l'un des lieux où la coopération entre les différents états est la plus difficile. Après un rapide rappel des caractéristiques géographiques et ethniques de cette vallée, nous verrons pour quelles raisons la coopération en matière de lutte anti-drogue y est si difficile.

Cette vallée est répartie entre le Kirghizistan (régions de Batken, Osh et Jalal-Abad), l'Ouzbékistan (régions d'Andijan, Ferghana et Namangan) et le Tadjikistan (région de Sodgi, ex-Leninabad). C'est une région très fortement peuplée : 250 habitants au km², à comparer à la moyenne en Asie centrale qui est 14. Cette région est également très urbanisée, et abrite environ 10,5 millions d'habitants, soit un cinquième du total de

l'Asie centrale. Les Kirghizes représentent la moitié de cette population, le reste étant réparti entre Ouzbeks et Tadjiks.

Les frontières sont totalement artificielles, elles ont été établies de façon arbitraire entre 1924 et 1936, sans tenir compte, ni des ethnies en place, ni des poids respectifs des différents pays. Plusieurs litiges ont opposé les pays ayant une portion de leurs territoires dans la vallée, dont le problème de l'accès à l'eau. La vallée est aujourd'hui de plus en plus militarisée, au prétexte de la lutte contre le terrorisme, mais cela reflète également les mauvaises relations entre ces pays.

L'Ouzbékistan a en particulier pris des mesures isolationnistes, qui ont contraint au chômage les ouvriers tadjiks et kirghizes y travaillant. Ces tiraillements ont également des conséquences sur le commerce légal transfrontalier. Ainsi, la région s'est considérablement appauvrie, faisant ainsi le lit des trafiquants de tous ordres, et en particulier des trafiquants de drogue.

Toutefois, la militarisation excessive de cette vallée a pour contrepartie positive de contenir en partie ces trafics. En partie seulement, car le niveau de corruption est élevé, quand ce ne sont pas tout simplement les officiels qui organisent ces trafics.

Les gardes-frontières de ces trois pays dépendent des ministères respectifs de la défense, selon l'ancien style soviétique. Ces corps sont constitués d'appelés, insuffisamment entraînés et équipés pour faire face à leurs missions. Les structures de ces corps de gardes frontières sont très centralisées, et toutes les décisions, même mineures, doivent être prises à l'échelon central, alors qu'il est admis aujourd'hui que le contrôle des frontières demande au contraire des modes d'action très décentralisés.

Les postes de douanes sont partiellement sous la responsabilité des services de sécurité nationaux ou des ministères de l'intérieur, armés par des personnels qui sont équipés et entraînés. Cependant, l'Ouzbékistan est plus en pointe que le Tadjikistan et le Kirghizstan en matière de formation de ses personnels. Cette faiblesse a été relevée par l'Union Européenne, qui entend en faire l'un de ses axes d'effort.

Les réseaux de communication sont quasi-inexistants dans la vallée. Quelques initiatives ont été prises par la communauté internationale, en particulier par les Etats-Unis, mais il n'y a eu aucun plan d'ensemble, et ces initiatives restent donc éparses et pas toujours cohérentes entre elles. Une liaison par fibre optique est inenvisageable en raison de son coût, aussi les seuls moyens existants sont le téléphone et les liaisons radios. Cela pose d'ailleurs d'énormes problèmes de compatibilité, toujours à cause du manque de coordination entre les différentes initiatives.

D'une façon générale, la priorité devra être donnée à la coopération entre les trois pays. Une piste pourrait être la mise en place de formations communes, sur un terrain neutre. L'étape suivante pourrait être ensuite d'effectuer des formations en équipes au cours de séminaires dans les trois pays. Ces projets pourraient être accueillis favorablement par le Kirghizstan et le Tadjikistan. L'Ouzbékistan pourrait toutefois avoir des réticences, en raison du projet passé Osh Knot¹⁷ des Nations-Unies.

Le gros problème de la lutte contre le trafic en Asie centrale en général, et plus particulièrement dans la vallée de Ferghana, est donc bien le manque de coordination entre ces pays et les bailleurs de fond étrangers.

3.4. L'action des Nations-Unies

Les programmes des Nations-Unies :

Les Nations-Unies disposent d'une structure dédiée à la lutte contre le trafic de la drogue : Office on Drugs and Crimes (ODC), anciennement Office for Drug Control and Crime Prevention (ODCCP).

Les Nations-Unies disposent d'un certain nombre de textes réglementaires plus ou moins généralistes, applicables dans la lutte contre le trafic de drogue :

- Deux conventions sur la criminalité en général :
 - o Convention contre la criminalité organisée transnationale.
 - o Convention contre la corruption.
- Trois conventions sur la trafic de drogue :
 - o Convention unique sur les stupéfiants de 1961.
 - o convention de 1971 sur les substances psychotropes.

¹⁷ Il s'agit du premier projet anti-droque des Nations-Unies en Asie centrale, de 1997, en partenariat avec l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Son but était de mettre fin aux flux de drogue entre Kharog (Tadjikistan), Osh (Kirghizstan) et Andijan (Ouzbékistan). L'idée générale consistait à soutenir les organismes locaux chargés de la lutte, via des programmes d'entraînement et la mise en place de moyens de communication. Ce projet n'a jamais réellement pu fonctionner, en particulier à cause d'un manque de coopération des autorités kirghizes, qui ont tenté de détourner ce projet à des fins plus personnelles.

- convention des Nations-Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988.

Un certain nombre de programmes ont été mis en place afin de lutter de manière efficace et coordonnée. Le programme « Asie centrale » (correspondant aux cinq républiques) a disposé d'un budget de 5,3 millions de dollars par an sur la période 2002 – 2005. Son objectif était de renforcer les capacités des pays concernés dans le domaine du contrôle du trafic de drogue, au niveau national et régional. Il doit faciliter la collaboration entre agences au sein des états, la mise en place et l'amélioration des procédures judiciaires (enquêtes, extraditions), la constitution de laboratoires de tests, et enfin l'amélioration et l'harmonisation des législations.

D'autres programmes ont des objectifs plus ciblés, comme par exemple le Global Assessment Programme on Drug Abuse (GAP), un programme de réduction du HIV parmi les toxicomanes. Son budget était de 1,8 millions de dollars pour 2002-2003. Ce programme global comporte neuf programmes sous-régionaux, dont l'un pour l'Asie centrale et du sud ouest.

Dans le cadre de leur programme Central Asia strategic programme framework, les Nations-Unies ont fait part des observations suivantes :

- l'Asie centrale est la principale zone de transit d'opium et d'héroïne d'origine afghane. En l'espace de dix ans, les saisies ont été multipliées par trente. Une bonne partie des stupéfiants produits en Afghanistan transiteraient par l'Asie centrale. Un important trafic inverse de précurseurs a également été mis en place.
- L'accoutumance aux drogues concerne environ 1 % de la population, soit une multiplication par 12 sur la période 1990-2002. A titre de comparaison, ce chiffre est de 0,75 % en Europe, 0,41 % Europe de l'est, et 0,32 % Asie.
- 60 à 80 % des infections par le virus du SIDA seraient dues aux injections de drogues par intraveineuse, et il y a très peu de sensibilisation parmi la population.

- La corruption est très élevée, elle entrave le développement économique et la lutte contre le crime organisé¹⁸.
- Les pays d'Asie central ont un problème avec le terrorisme, or certains de ces groupes sont financés par le trafic de drogue.

Les trois objectifs stratégiques de l'ONU sont les suivants:

- i) lutter contre le trafic de stupéfiants
- ii) prévenir et traiter la toxicomanie et l'épidémie de SIDA
- iii) lutter contre le crime organisé, la corruption et le terrorisme

Lutter contre le trafic de stupéfiants :

Un certain nombre de priorités ont été établies dans le cadre du pacte de Paris¹⁹ :

- renforcer les contrôles aux frontières des pays d'Asie centrale avec l'Afghanistan,
- renforcer la coopération de part et d'autre des frontières, en particulier avec l'Afghanistan,
- soutenir la coordination opérationnelle au sein des pays,
- renforcer la coopération sous-régionale, en particulier par la création d'un Centre d'Information et de Coordination Régionale en Asie Centrale,
- mettre en place des mécanismes de coordination pour les pays donateurs,
- mettre en place des mécanismes judiciaires et financiers, comme par exemple la confiscation des moyens du crime organisé.

Le budget prévu dans ces domaines pour la période 2004-2007 s'élève à 35,7 millions de dollars.

Prévenir et traiter la toxicomanie et l'épidémie de SIDA :

- mettre en place un réseau d'indicateurs afin d'aider les gouvernements à suivre la situation,

¹⁸ Le Transparency International Corruption Perception Index de 2003 classe le Kazakhstan et l'Ouzbékistan au 100^e rang, le Kirghizstan au 118^e rang, et le Tadjikistan au 124^e rang, sur un total de 133 pays...

¹⁹ cf. annexe 4 : le pacte de Paris est une liste de priorités établies à l'issue d'une conférence internationale (55 états) tenue à Paris en 2004.

- prévenir, traiter et réhabiliter les toxicomanes,
- renforcer de la participation des ONG et des Organisations Civiles,
- mettre en garde la population,
- réduire les dépendances par des thérapies de substitution.

Il est prévu à ce titre de mettre sur pied un Institut d'Asie Centrale de Recherche et de Formation sur la Dépendance, un peu sur le modèle de ce que l'UNODC a déjà mis en place en Inde. En effet, autant il s'avère très difficile d'éradiquer les trafics, autant les expériences des autres pays ont montré qu'il était au moins possible d'en réduire les conséquences sanitaires, en termes de toxicomanie et de propagation des maladies.

Le budget prévisionnel pour la période 2004 – 2007 s'élève à 4,5 millions de dollars.

Lutter contre le crime organisé, la corruption et le terrorisme:

L'objectif est d'aider les gouvernements à mettre en conformité leurs législations avec les Conventions et Protocoles sur Organisations Criminelles Transnationales. Il s'agit également de renforcer la coopération avec les autres grands organismes comme l'OSCE, l'OCDE ou l'Organisation de Coopération de Shanghai. Le budget prévisionnel est de 2 millions d'euros pour la période 2004 – 2007.

Limites :

Il faut cependant rester réaliste sur les objectifs que peuvent atteindre les différents programmes mis en place. Pour commencer, les budgets évoqués précédemment restent relativement modestes comparés à l'ampleur du phénomène. De plus, des solutions économiques de substitutions doivent être trouvées pour ceux et celles qui, sans être de grands délinquants, vivent de la production ou du transit de la drogue car il s'agit de leur seule ressource. Enfin, l'UNODC est financé en grande partie par les Etats-Unis, aussi sa liberté de manœuvre est assez faible. En particulier, le préservatif est souvent absent des solutions mises en avant pour lutter contre la propagation des MST, pour des raisons religieuses.

La lutte par voie biologique :

De nombreux espoirs ont été mis dans un agent biologique capable de détruire les plantations de pavot. Le PNUCID a mis en place à Tachkent le Research and Development of an Environmentally-safe and Reliable Biological Control Agent au sein du projet Strategy for Coca and Opium Poppy Elimination (SCOPE).

Il s'agit de développer un champignon (*Pleospora papaveracea*) qui ravagerait les populations de pavot. Le danger mis en avant par les détracteurs est qu'un mauvais contrôle de tous les effets de ce champignon pourrait avoir des conséquences catastrophiques.

3.5. L'Europe

L'Europe a bien pris conscience des enjeux liés au trafic de la drogue, comme l'a montré le discours du commissaire européen Chris Patten lors de la conférence sur les routes de la drogue de Paris en 2003.

En 1999, le Conseil d'Helsinki avait adopté la Stratégie de l'Union contre la Drogue 2000-2004. Puis, lors du conseil de Fiera en juin 2000, celle-ci avait donné lieu à un premier Plan d'Action de l'UE contre la Drogue 2000 - 2004, qui comportait une centaine d'actions concrètes.

En décembre 2004, le Conseil européen a adopté la Stratégie de l'Union contre la drogue 2005 –2012. Celle-ci a été déclinée, en février 2005, en un premier Plan d'Action Contre la Drogue 2005 – 2008, adoptée par le Conseil en juin 2005. L'année 2008 sera une année charnière, puisqu'y seront réexaminées les décisions prises par l'Assemblée Générale des Nations-Unies de juin 1998 sur les drogues, et qu'un deuxième plan d'action devrait être adopté par l'UE pour couvrir la période 2008-2012.

L'approche européenne se veut multidisciplinaire, et se concentre simultanément sur la réduction de la demande, la réduction de l'offre, la lutte contre le trafic et l'action internationale. Elle s'exerce à la fois dans le domaine communautaire et dans le domaine de la coopération entre les états membres, mais également par le biais de partenariats avec des organisations internationales. Au niveau de l'UE, la coordination de la politique en matière de drogue sera assurée par le Groupe Horizontal Drogues.

Le but de ce plan d'action 2005 - 2008 est de « réduire de manière significative le taux de prévalence de consommation de drogue parmi les populations et de réduire les dommages sanitaires et sociétaux causés par l'usage et le trafic de stupéfiants ». Ainsi, le champ d'action de ce plan s'étend au-delà des seuls citoyens de l'Union. Il se décline en cinq chapitres : coordination, réduction de la demande, réduction de l'offre, coopération internationale, et information, recherche et évaluation.

En particulier, le chapitre sur la coopération internationale met l'accent sur la responsabilité partagée, à travers des partenariats avec des pays tiers. Des efforts sont faits dans le domaine de la production et du trafic, mais également dans la mise en place de stratégies préventives et curatives. Les zones concernées sont l'Amérique latine, les Caraïbes, la Méditerranée et bien sûr l'Asie centrale.

La coopération de l'UE avec les pays s'inscrit dans un cadre légal : des Accords de Partenariat et de Coopération (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan et Turkménistan), et un Accord de Commerce et de Coopération (Tadjikistan). Le budget pour les cinq républiques est de 50 millions d'euros par an. Cette aide est donnée dans le cadre de plusieurs programmes :

- Tacis, qui implique douze pays d'Asie centrale et d'Europe de l'est.
- BOMCA (Border Management Programme for Central Asia), qui concerne le renforcement de la surveillance aux frontières.

Le programme BOMCA comporte plusieurs volets : le cadre légal et organisationnel, les ressources humaines et l'entraînement, l'élevage et l'entraînement de chiens spécialisés, les contrôle aux frontières aux aéroports. Ce programme est divisé en 4 phases, BOMCA 1 à 4.

BOMCA 1 a duré d'avril à août 2003, et a eu pour but d'évaluer de façon générale les capacités de contrôle aux frontières de ces pays.

BOMCA 2, de juillet à décembre 2003, a commencé la formation et l'entraînement des officiers, dans le cadre de sessions communes à Vienne, mais également par des programmes régionaux sur place.

BOMCA 3 a consisté à préparer les actions majeures qui sont ou seront entreprises lors de BOMCA 4, de 2004 à 2007. Pour cela, BOMCA 3 a consisté en treize projets, répartis dans cinq domaines.

Enfin, BOMCA 4 se compose de dix projets. A peu près tous les domaines sont couverts : l'assistance légale, l'entraînement des hommes et de leurs officiers, le

contrôle aux frontières, aux aéroports, la mise en place de chiens, etc. En particulier, un projet entier est consacré à la coopération.

Le programme Tacis comporte plusieurs phases, appelées CADAP (pour Central Asia Drug Assistance Programme).

CADAP 1 a commencé par la mise en place d'un coordinateur régional pour la drogue au Kazakhstan. Les quatre plus importants aéroports de la région ont été équipés en moyens de détection anti-drogue. L'Agence de Contrôle de la Drogue du Tadjikistan a également été renforcée.

CADAP 2 s'intéressera au renforcement des structures institutionnelles et judiciaires, dans le but de rendre les procédures plus efficaces, sur le modèle de ce que font déjà les pays de l'UE. CADAP 2 va également rénover et équiper cinq postes frontières de la région, sur des routes réputées pour être des routes de la drogue²⁰. La formation des chiens sera renforcée, en relation avec le programme BOMCA. Les moyens de collecte et de diffusion des informations seront également renforcés (en relation également avec BOMCA), et enfin des mesures préventives seront mises en place dans les prisons.

3.6. Cas particulier de la Chine

Dans le cadre de la lutte contre le trafic, le cas de la Chine est intéressant à étudier. Ce pays était au début du siècle le premier producteur, mais également le premier consommateur, d'opiacés. Cet état de fait avait été imposé par les Britanniques, afin de servir leurs propres intérêts.

Lorsque les communistes ont pris le pouvoir dans le pays en 1949, ils ont lutté de manière énergique contre ce fléau et ont réussi. Le terrain était bien sûr favorable : dans l'esprit des Chinois, l'opium était associé à l'humiliation subie par le pays lors des « guerres de l'opium ». Il s'agissait bien de se débarrasser d'un fléau venu de l'étranger.

Même s'il n'est pas possible de transposer in extenso le cas de la Chine à l'Asie centrale, cela démontre tout de même qu'il est possible, moyennant une politique volontariste, d'enrayer ce phénomène. Il manque cependant aujourd'hui aux pays

²⁰ Il est intéressant de noter que dans le même temps, le programme BOMCA se concentrera sur des postes frontières communs, à commencer par ceux de la frontière Kirghyzo-Tadjike.

d'Asie centrale les deux ingrédients qui ont fait le succès de cette lutte en Chine : le nationalisme, et le contrôle social.

Conclusion

Le trafic de drogue en Asie centrale représente une véritable bombe à retardement en termes sanitaires, sociaux et économiques. Le trafic entrave le développement sain de l'économie, finance bien souvent des réseaux terroristes, et conduit à une explosion de l'héroïnomanie et la propagation de l'épidémie de SIDA.

Les pays concernés, outre leur manque de reconnaissance du problème, sont faiblement équipés pour lutter contre. Et surtout, ce trafic transfrontalier nécessite une réponse globale pour être efficace. Globale dans l'espace, car l'étude du passé a montré que supprimer la production ou le transit dans un pays ne fait que reporter le problème ailleurs. Globale dans le type de réponse à apporter, car cette lutte nécessite des mesures dans tous les domaines : judiciaire, financier, médical, policier, économique, etc.

A défaut de pouvoir régler le volet « trafic » de ce problème, il est toutefois possible de mener des politiques sanitaires efficaces, afin d'en limiter fortement les conséquences. Toutefois, il semble qu'aujourd'hui les moyens consacrés par les différentes instances concernées soient bien faibles en regard des coûts qu'engendre ce trafic pour les pays concernés, et donc indirectement pour toute la communauté internationale. Enfin, le pragmatisme devrait l'emporter sur les considérations philosophiques ou religieuses.

Sources / bibliographie

Ouvrages :

CHOUVY Pierre-Arnaud, « Les territoires de l'opium », Olizane

Articles :

CHOUVY Pierre-Arnaud, « Trafic de drogue et conséquences sanitaires en Afghanistan et en Asie Centrale », toxibase n°7, septembre 2002

KHOURI-DAGHER Nadia et WILLIAMS Sue : « Drogues : liaisons dangereuses », sources n°111, avril 1999

Cahiers d'études sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien, n°32, juillet-décembre 2001

Rapports :

International Crisis group, Central Asia : drugs and conflicts, 26 novembre 2001

OLCOTT Martha, UDALOVA Natalia, Drug trafficking on the Great silk Road, Carnegie Endowment, n°11, Mars 2000

APPEI Alfred, SKORSCH Peter, Report of the EC Rapid Reaction Mechanism Assessment Mission, Juin 2002

Sites internet :

Site de l'United Nations Office on Drugs and Crimes : <http://www.odc.org>

- Central Asia Strategic programme Framework, 2004
- The opium economy in Afghanistan, an international problem
- Commission on narcotic drugs

- Law enforcement : Central Asia
- The role of opium as a source of informal credit, janvier 1999
- Central Asia programme Core programme on demand reduction and HIV/AIDS prevention among drug abusers, Central Asia Drug Control Coopération (Memorandum of Understanding), décembre 2002

Conférence ministérielle sur les routes de la drogue de l'Asie Centrale à l'Europe, mai 2003

http://www.elysee.fr/elysee/francais/actualites/deplacements_en_france/2003/mai/conference_ministerielle_sur_les_routes_de_l_asie_centrale_a_l_europe.5290.html

Site de l'ONG Human Rights Watch: http://hrw.org/doc/?t=french_hiv_aids_europe

Site de l'European Border Management Programme for Central Asia : <http://www.eu-bomca.org/en/areas/overview>

Portail Asie centrale :

<http://www.cagateway.org/index.php?lng=1&topic=23&subtopic=88>

Site de l'Union Européenne, lutte contre la drogue :

<http://europa.eu.int/scadplus/leg/fr/s22001.htm>

Transnational institute : <http://www.tni.org/>

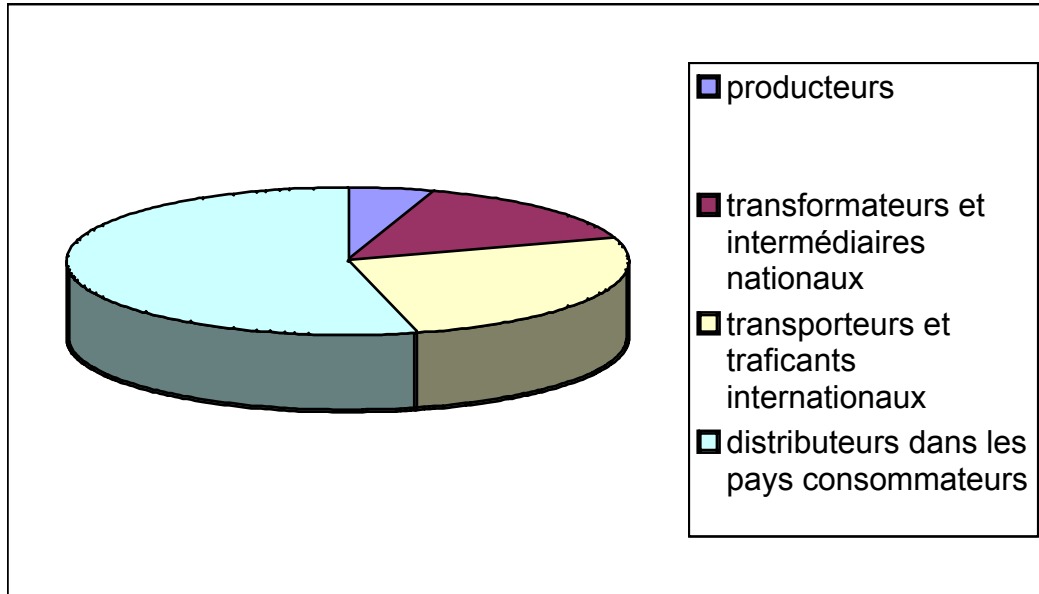
Site de l'UN ODC, partie Asie centrale :

<http://www.unodc.org/unodc/search.html?q=Central+asia+drug>

Géopium : <http://www.pa-chouvy.org/territoiresopium.htm>

Annexes

Annexe 1 : répartition des bénéfices du marché de la drogue



(Source: observatoire géopolitique des drogues)

Annexe 2 : principales zones de production de drogue en Asie



(Source : P.A Chouvy)

Annexe 3 : itinéraires de transit de la drogue en Asie



(Source : P. A. Chouvy)

Annexe 4 : doctrine et structures française de lutte contre la drogue

La doctrine française en matière de lutte contre le trafic de drogue comporte trois volets:

- co-responsabilité entre le producteur et le consommateur,
- solidarité : partage des moyens de lutte mis en œuvre,
- respect des droits de l'homme.

Les trois axes de lutte sont :

- la lutte contre le trafic de drogue et le blanchiment de l'argent issu de ces trafics,
- l'identification rapide des drogues de synthèse,
- le contrôle des précurseurs chimiques,
- la prévention et le traitement de la toxicomanie.

Les moyens d'action sont coordonnés par la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT), organisme rattaché au premier ministre. Cette mission élabore la position française au plan international. De nombreux ministères sont concernés :

- La justice.
- L'intérieur : Mission de Lutte Anti-Drogue (MILAD), Office Central pour la Répression du Trafic Illicite de Stupéfiants (OCRTIS), Office central pour la Répression de la Grande Délinquance Financière (OCRGDF), Service de Coopération Technique Internationale de Police (SCTIP), gendarmerie nationale.
- Le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : Direction Générale des Douanes (DGD), structure chargée du traitement du renseignement et action

(OICS). La France a organisé à Paris en mai 2003 la conférence internationale sur les routes de la drogue de l'Asie centrale à l'Europe, qui a regroupé cinquante-cinq états et quatorze organisations internationales. Cela a abouti à la rédaction d'un « pacte de Paris ».

Elle participe également au groupe de Dublin, qui est un mécanisme informel de consultation et de coordination qui traite des aspects globaux, régionaux, et nationaux de la lutte contre les drogues. La France y assure la présidence de deux groupes régionaux.

Au sein de l'Union Européenne, la France participe à plusieurs groupes de travail, dont le Groupe Horizontal Drogue. L'UE a d'ailleurs mis en place une stratégie européenne 2005 - 2012, afin d'harmoniser les législations des états membres, et de coordonner et valoriser l'action extérieure de l'UE.

Table des matières

Introduction.....	4
1. Première partie : description du trafic.....	6
1.1. Historique	6
1.1.1. De l'antiquité à nos jours.....	6
1.1.2. Les années 80.....	8
1.1.3. Après 1990.....	9
1.1.4. L'ouverture de l'Asie centrale	10
1.2. Les routes du trafic.....	11
1.3. Les laboratoires de transformation.....	15
2. Deuxième partie : conséquences du trafic de drogue en Asie Centrale.....	17
2.1. Conséquences économiques	17
2.2. Conséquences sanitaires.....	18
2.3. Conséquences sociales	19
3. Troisième partie : lutte contre le trafic de drogue	21
3.1. Ancienne approche.....	21
3.2. L'action des pays d'Asie centrale.....	22
3.3. La vallée de Ferghana	24
3.4. L'action des Nations-Unies	26
3.5. L'Europe.....	30
3.6. Cas particulier de la Chine	32
Conclusion	34
Sources / bibliographie	35
Ouvrages :	35
Articles :.....	35
Sites internet :.....	35
Annexes	37
Annexe 1 : répartition des bénéficiaires du marché de la drogue	38
Annexe 2 : principales zones de production de drogue en Asie	39
Annexe 3 : itinéraires de transit de la drogue en Asie.....	40
Annexe 4 : doctrine et structures française de lutte contre la drogue.....	41
Table des matières.....	43